

Impact et recommandations du Programme MADE Afrique de l'Ouest

Thèmes émergents pour les migrations et le développement au temps de la COVID-19

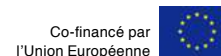


Table des matières

Aperçu du projet MADE Afrique de l'Ouest	3
Introduction au document	4
Aperçu du contexte régional de l'Afrique de l'Ouest	5
Thèmes transversaux	7
● COVID-19	8
● Approche multipartite	12
● Maximiser le potentiel de développement de la région AO	14
● Données, recherche et mise en commun des données	16
● Genre et jeunesse	18
Remerciements	20
Bibliographie	21

Acronymes

AO : Afrique de l'Ouest

CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

COVID-19 : Maladie à coronavirus de 2019

FMMD : Forum mondial sur la migration et le développement

MADE AO: Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits

ODD : Objectifs de Développement Durable

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

PIB : Produit intérieur brut

SEEDA : Supporting Entrepreneurs and Enterprise Development in Africa

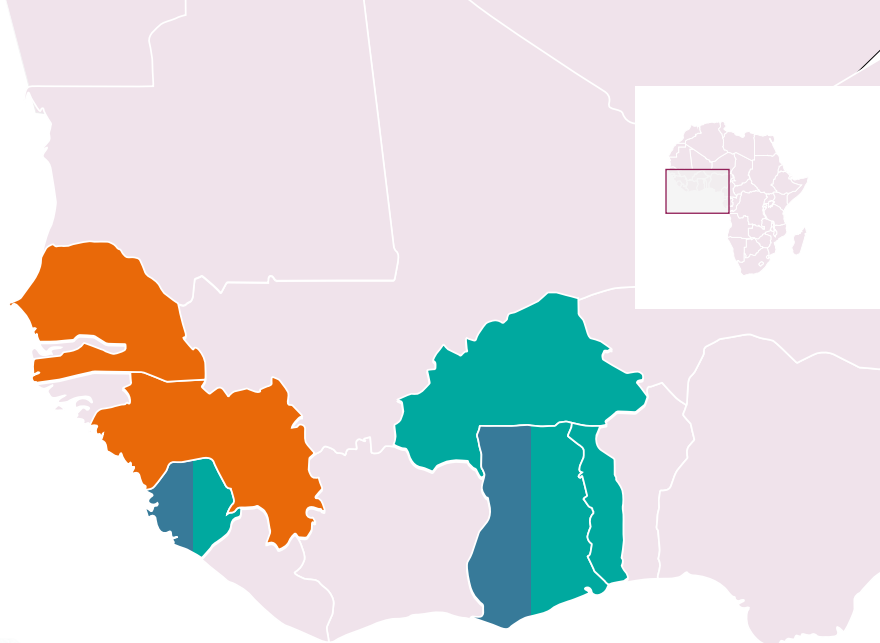
UA : Union Africaine

UE : Union Européenne

ZLECA : Zone de libre-échange continentale africaine

Aperçu du projet MADE Afrique de l'Ouest

La présente feuille de route s'inscrit dans le cadre du projet « Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits » ou MADE Afrique de l'Ouest, qui est financé par la Commission européenne. Lancé par AFFORD (African Foundation for Development), le Centre pour les Etudes sur la Migration (Université du Ghana), le FORIM (Forum des Organisations Internationales Issues de la Migration) et ICMC Europe (International Catholic Migration Commission), MADE Afrique de l'Ouest a pour objectif général de promouvoir la bonne gouvernance des migrations et de la mobilité, ainsi que la protection des droits des migrants et migrantes dans l'espace CEDEAO, en vue d'accroître les bénéfices de la migration et de la mobilité sur le développement. Cet objectif est réalisé à travers un travail approfondi de trois ans (2017-2020) sur 6 pays pilotes avec les piliers suivants :



01

Ghana, Sierra Leone

Améliorer la mobilité intra-régionale par la mise en œuvre du Protocole de libre circulation de la CEDEAO.

Mis en œuvre par le Center for Migration Studies (Université du Ghana)



02

Sénégal, Guinée

Le respect des droits des travailleurs/euses migrant.e.s et recrutement éthique du travail.

Mis en œuvre par ICMC Europe (International Catholic Migration Commission)



03

Ghana, Sierra Leone, Burkina Faso, Togo

La maximisation de la contribution des diasporas et des migrant.e.s en faveur du développement des pays d'origine.

Mis en œuvre par AFFORD (African Foundation for Development) et le FORIM (Forum des Organisations Internationales Issues de la Migration)

Introduction au document

Ce document met en évidence les leçons tirées des **activités** conduites dans le cadre du projet MADE Afrique de l'Ouest (y compris les recherches, les ateliers de formation, les dialogues multipartites intra et interrégionaux, **les évaluations des Objectifs de Développement Durable** et cinq **organisations de fonds d'amorçage**), et qui peuvent être appliquées à la relation entre migration et au développement pendant et après la crise de la COVID-19. Bien que la plupart des activités du programme MADE Afrique de l'Ouest fussent déjà achevées lors du déclenchement de la pandémie mondiale, il est clair que les enseignements déjà acquis seront utiles pour répondre aux préoccupations actuelles et futures entourant le coronavirus. Toutefois, ces recommandations devront tenir compte du bouleversement du contexte pour les migrations régionales et internationales, qui affecte les domaines clés de l'engagement de MADE AO, comme la mobilité nationale, régionale et internationale, la santé et la sécurité des migrants, la protection des migrants et la traite des êtres humains, les transferts de fonds, la participation des diasporas et la migration circulaire.

Il est trop tôt pour évaluer les conséquences à long terme de la COVID-19, mais la crise a déjà été ressentie de manière disproportionnée par les migrants et dans nos trois domaines clés. Ainsi, l'immobilisation des migrants et du commerce, la perte d'emplois et l'évolution de la disponibilité des canaux de migration légale ont entraîné une diminution des transferts de fonds, des répercussions sur les mouvements des diasporas/migrants, une augmentation de la traite des êtres humains et l'immobilisation de migrants dans différentes parties du monde.

La COVID-19 a surtout mis en évidence le fait que les pays et les économies ont besoin des migrations. La contribution positive des migrants en tant que travailleurs essentiels dans les domaines de la santé, de l'agriculture et d'autres secteurs de

l'économie est devenue plus visible. La crise a également souligné l'importance du droit à retourner dans son pays d'origine ou à la réinstallation dans des lieux sûrs et au regroupement familial. La mobilité humaine doit ainsi être au cœur de la relance post-COVID-19, dans le cadre d'une bonne gouvernance du domaine de la migration.

Pour l'avenir

La COVID-19 a aggravé les lacunes existantes (manque de protection sociale, inégalité de traitement et discrimination, voies de migration légales limitées et obstacles à la libre et juste circulation des migrants...) tout en donnant en même temps l'occasion de les aborder dans le cadre de la réponse à la crise. Pour répondre aux divers besoins non satisfaits des communautés dans le cadre du COVID-19, on voit émerger de nouveaux partenariats et approches qui renforcent l'importance des communautés locales et d'autres enseignements tirés du projet MADE Afrique de l'Ouest.

L'Afrique et l'Europe, connaissent des transformations politiques, sociales et économiques dans le cadre de nouvelles stratégies et relations. La COVID-19 fournit l'occasion d'analyser les 5 points de la stratégie UE-Afrique 2020 et du prochain sommet UA-UE, qui aura lieu en octobre 2020. La migration sera un thème central dans ce cadre, à l'instar de l'environnement, de la gouvernance et de la sécurité alimentaire.

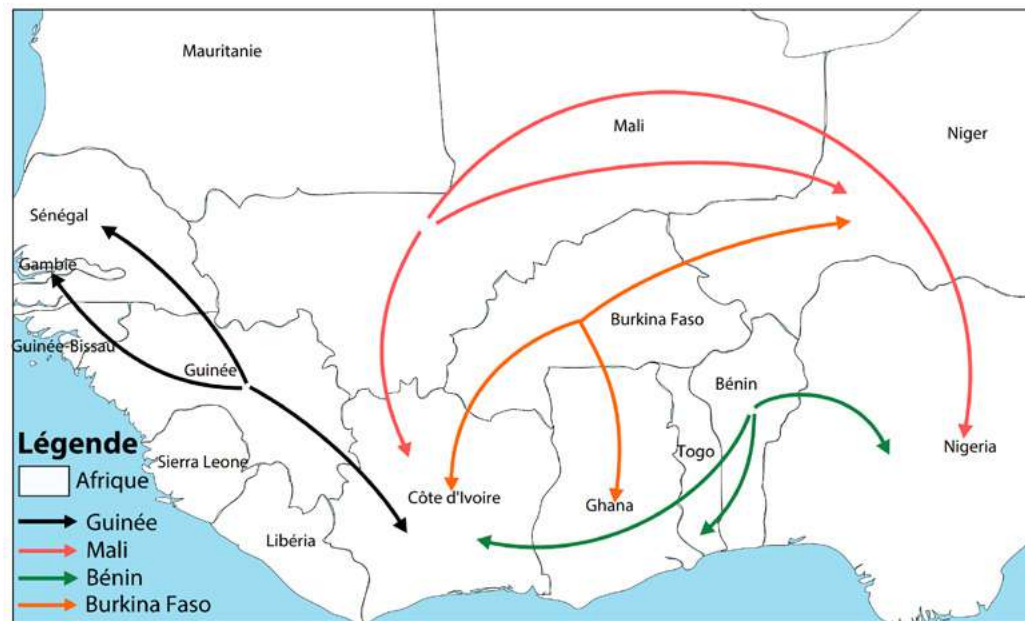
Ainsi, les thèmes transversaux identifiés dans le cadre du projet MADE AO visent à éclairer les interventions futures et à fournir des orientations sur des considérations importantes pour les activités de migration et développement dans le contexte ouest-africain. Elle sont : COVID-19, approche multipartite, maximiser le potentiel de développement de la région AO, données, recherche et mise en commun des données et genre et jeunesse.

Aperçu du contexte régional de l'Afrique de l'Ouest

- Une approche régionale de la migration et du développement est nécessaire sachant qu'environ 72 % des personnes en Afrique de l'Ouest se déplacent dans la région.¹ Les flux migratoires intra-régionaux en Afrique de l'Ouest sont de nature circulaire et qu'il est inadéquat de catégoriser les pays comme pays d'origine ou sources.²
- La mobilité humaine est essentielle pour la reprise post COVID-19 puisque migrants, communautés et économies souffrent de la fermeture des frontières. En outre, la contribution des migrants à la reprise, par leur travail essentiel et leur facilitation de la mobilité et du développement intra-régionaux, ne peut être ignorée.
- MADE AO a mis l'accent sur l'importance du lien entre migration et développement en réunissant ces deux sujets et leurs parties prenantes tout en soulignant le rôle du niveau local et des plateformes multipartites.

Les migrations et la libre circulation au sein de la région ont directement contribué au développement des pays d'Afrique de l'Ouest, notamment grâce aux transferts de fonds qui représentent entre 5 et 26 % du PIB national des pays d'Afrique de l'Ouest.³ Les transferts de fonds et la participation des diasporas (partage des compétences, expertise) aident également les familles, les entreprises et d'autres encore à accéder aux services, comme l'agriculture, l'éducation, la santé, le logement et le développement des entreprises.⁴

Carte montrant les principaux flux des migrants à partir des quatre premiers pays d'origine des migrants originaires de la CEDEAO



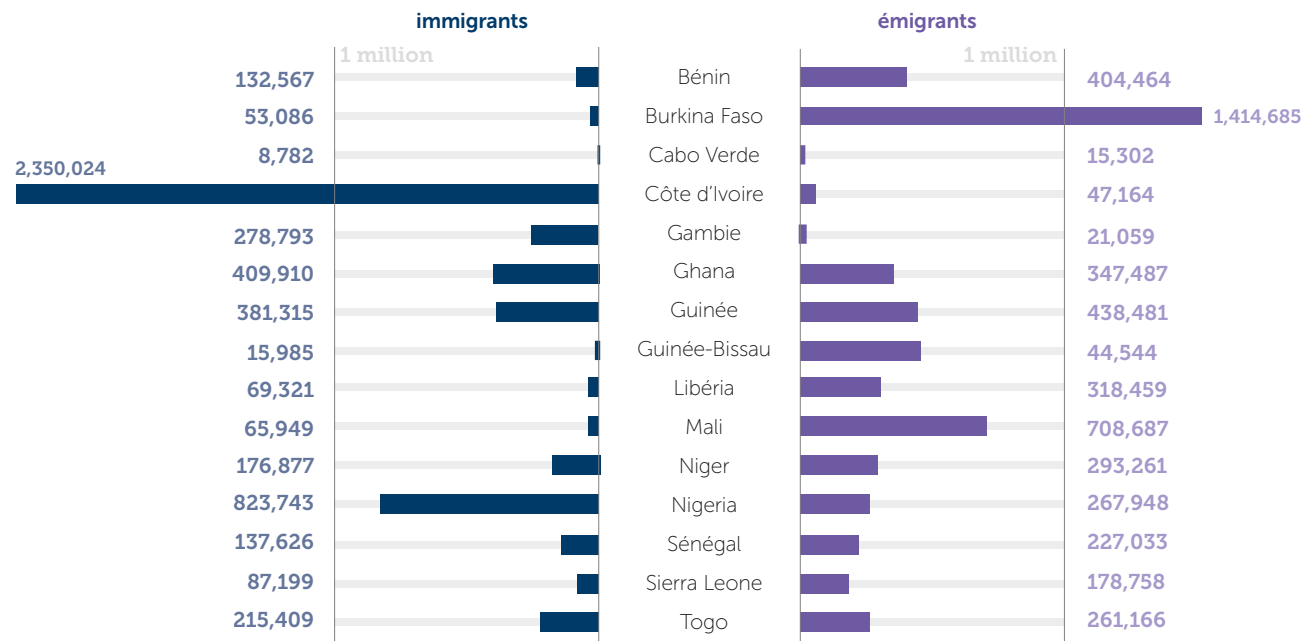
Source: Awumbila et al, 2014.

Pourtant, la croissance économique ralentie voire inexistante, les conflits, le chômage des jeunes et la forte croissance démographique influencent l'augmentation rapide des migrations dans la région.⁵ Dans ces circonstances, nombreux sont ceux qui tentent leur chance ailleurs, bien que le recrutement international de main-d'œuvre et/ou la migration irrégulière les exposent à la tromperie et à l'exploitation. Sous couvert de fausses promesses, de nombreux Africains de l'Ouest sont confrontés aux mauvais traitements au cours de leur voyage ou dans leurs pays de destination en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord, dans les États du Golfe, en Europe et en Amérique du Nord. Néanmoins, la mobilité dans la région a amélioré l'intégration régionale sous les auspices du protocole de libre circulation de la CEDEAO.

Bien qu'inférieur à celui observés dans d'autres régions, le taux d'incidence locale de la COVID-19 a augmenté en juin 2020. Le virus continue ainsi de se propager dans les 16 pays d'Afrique de l'Ouest. La crise pourrait également déclencher une crise alimentaire sur le continent : la production agricole pourrait diminuer de 2,6 à 7 % en cas de blocage des échanges.⁷ En outre, la diminution des possibilités d'emploi dans le secteur informel et les restrictions à la circulation et au commerce, qui font partie intégrante, historique et vitale de la région, se sont déjà fait sentir.⁸

Les tendances actuelles exigent un soutien considérable pour améliorer la gouvernance et les services concernant la migration au niveau multisectoriel dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Une liste des initiatives existantes et des cadres de mise en œuvre est disponible à la [page 15](#).

Stock d'immigrants et d'émigrants de la CEDEAO⁶



MADE Afrique de l'Ouest

Thèmes transversaux

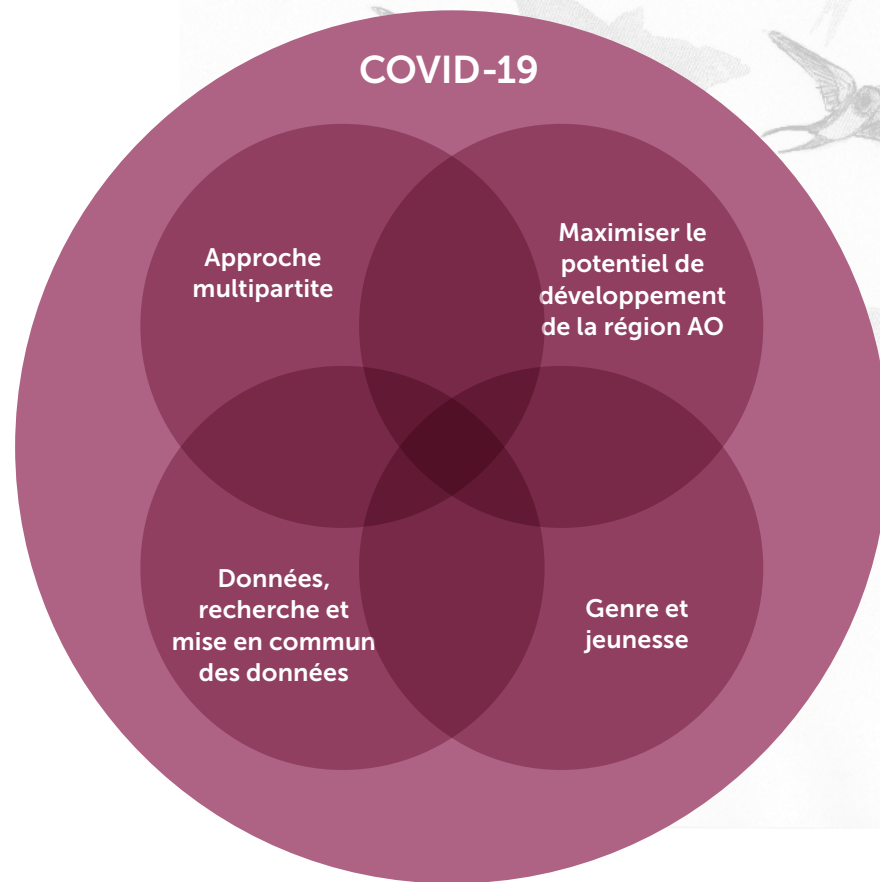
Les objectifs sont aussi directement liés à la mise en œuvre des buts et objectifs spécifiques des ODD, dont notamment :

8.7 : Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.

10 : Réduire les inégalités à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre.

10.7 : Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées.

10.c : D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 pour cent.





COVID-19



Santé et bien-être
des migrants



Effets de l'épidémie
de COVID-19
sur la migration
intra-régionale
et les moyens de
subsistance



Impacts de l'épidémie
de COVID-19 sur les
travailleurs migrants
et leurs familles



Impacts de l'épidémie
de COVID-19 sur
la contribution des
diasporas et des
transferts de fonds





Santé et bien-être des migrants

Bien que toutes les populations d'Afrique de l'Ouest aient été touchées par la pandémie, les migrants sont affectés de manière disproportionnée par les impacts socio-économiques du COVID-19. L'OIM rapporte ainsi que les flux migratoires en Afrique occidentale et centrale ont été réduits de près de moitié entre janvier et avril 2020 ; des dizaines de milliers de personnes se sont ainsi retrouvées bloquées, nécessitant une assistance en matière de logement, de soins de santé et d'alimentation.⁹

Les migrants courent un risque élevé d'exposition en tant que travailleurs essentiels, dans les centres de transit ou en voyage, situation compliquée ultérieurement par un accès limité aux soins de santé, une connaissance limitée des services de santé et/ou la crainte de répercussions en cas de recours aux services.¹⁰ Ces facteurs peuvent être amplifiés par la xénophobie et des discriminations en hausse.¹¹ De nombreuses personnes, en particulier les migrants internes et intra-régionaux (y compris les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) en Afrique de l'Ouest, vivent souvent dans des environnements surpeuplés, sans installations sanitaires adéquates pour prévenir la contamination par COVID-19.



Effets de l'épidémie de COVID-19 sur la migration intra-régionale et les moyens de subsistance

Les restrictions visant à lutter contre la pandémie ont eu un impact négatif sur les moyens de subsistance de nombreux ressortissants et migrants internes et internationaux. En raison de la fermeture des frontières, les citoyens ouest-africains qui entrent illégalement dans un autre pays via les frontières poreuses sont considérés comme des migrants irréguliers et donc rapatriables, ce qui affecte également le retour des ressortissants confinés ou détenus dans d'autres pays.

De plus, certaines des mesures d'endiguement telles que confinements, restrictions de transport et de commerce et fermeture des marchés, sont difficiles à mettre en œuvre en Afrique de l'Ouest, où la majorité des ménages ne pourra pas survivre sans de formes de commerce quotidien qui, d'ailleurs, mettent leurs propres vies en danger.¹² La fermeture des écoles pèse également sur la mobilité intra-régionale. L'impact se fera probablement sentir sur la mobilité des étudiants au niveau tertiaire, en particulier dans les pays d'accueil tels que le Ghana et le Nigeria, où les étudiants d'Afrique de l'Ouest constituent un pourcentage important de la population étudiante. Comme toujours, le niveau local est intervenu pour combler les lacunes et répondre aux besoins par le biais des nouvelles relations établies entre les organisations de base qui pourraient profiter aux migrations et au développement, aujourd'hui et dans l'avenir (**voir l'initiative de fonds d'amorçage de MADE AO avec cinq organisations de base**). Il s'agit d'un atout qui est d'ailleurs présent également au niveau mondial avec les dialogues et les actions avancés par les maires en vue d'amplifier la voix de leurs communautés dans l'après-COVID-19.¹³ Une telle approche reflète **le mécanisme des maires** du FMMD, auquel MADE AO a participé, qui vise à fournir aux autorités locales une plate-forme pour interagir avec d'autres États, échanger des pratiques et faire le lien entre le niveau local et le niveau mondial.





Impacts de l'épidémie de COVID-19 sur les travailleurs migrants et leurs familles

La façon dont la crise du coronavirus affecte les travailleurs migrants dépend largement de leur pays d'origine ou de transit et du type de travail. Aujourd'hui comme hier de nombreux migrants à travers le monde sont des travailleurs essentiels dans l'agriculture, les soins de santé, les services sanitaires et d'entretien et plus encore,¹⁴ alors que d'autres sont aujourd'hui au chômage. Faute de protection sociale (suffisante), la COVID-19 met en évidence les lacunes et l'importance de protéger les travailleurs migrants aujourd'hui plus que jamais.

Dans certains contextes, les prestations et services disponibles ne sont accessibles qu'aux migrants travaillant dans les secteurs formels et ayant un statut légal, ce qui peut exclure les économies domestique, agricole, saisonnière et autres économies informelles.¹⁵ En outre, plusieurs dispositifs de protection sociale et accords bilatéraux prévoient souvent des prestations à long terme (par exemple, sécurité sociale/pension), mais non à court terme comme les soins de santé.¹⁶

Certains travailleurs migrants qui ont perdu leur emploi ont également perdu leurs protections, leurs prestations et leur visa/permis de travail, ce qui les laisse sans statut de migration légale ni revenus.¹⁷ Les migrants bloqués dans les pays de transit ou de destination rencontrent des difficultés financières extrêmes, faute d'accès aux marchés du travail informels ou à d'autres ressources financières ; cela limite les possibilités à leur disposition (absence d'intégration à long terme, retour...) pour une durée incertaine.¹⁸ Cela a également des répercussions directes sur les familles et la séparation des familles. De récentes études indiquent en outre que le trafic de migrants se poursuit via le désert, dans le sens de la destination ou dans celui du retour.¹⁹ Cependant, avec la limitation des voies migratoires et des réseaux actifs, les prix augmentent et le risque d'escroquerie ou d'exploitation s'accroît.²⁰ La perte d'un nouveau travail ou la non-concrétisation d'une offre d'emploi est également problématique si l'on se retrouve redevable de frais de recrutement et sans aucune source de revenus, ce qui peut être à l'origine des pratiques de servitude pour dette et de traite des êtres humains.²¹ Par conséquent, d'après les sources, la traite des êtres humains augmente et est appelée à encore augmenter suite au choc économique provoqué par la COVID-19 et ses effets sur la mobilité.²²



Impacts de l'épidémie de COVID-19 sur la contribution des diasporas et des transferts de fonds

La COVID-19 n'a fait qu'exacerber les problèmes économiques, sanitaires et d'infrastructures préexistants. À une nouvelle baisse des prix des matières premières, du tourisme et une réduction des recettes publiques s'est ajoutée une diminution des transferts de fonds, car la plupart des diasporas ont également été touchées par le confinement et l'insécurité de revenus dans les pays de résidence.²³

Les transferts de fonds sont une ressource essentielle pour les pays d'Afrique de l'Ouest et la crise économique mondiale limite la possibilité d'envoyer de l'argent à ceux qui sont restés au pays. Selon la Banque mondiale, les transferts de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne devraient baisser de 23,1 %, passant de 48 milliards de dollars en 2019 à 37 milliards en 2020.²⁴ Les diasporas d'Afrique de l'Ouest en France ont ainsi été durement touchées par la crise sanitaire et le confinement national. Bien que les travailleurs migrants aient été au premier rang parmi les travailleurs essentiels, ils ont également été plus vulnérables face à la crise économique, et ont fait partie des premiers à perdre leur emploi, que ce soit temporairement ou définitivement.

Surtout, des initiatives de solidarité ont été menées par des organisations de la diaspora, en apportant de la nourriture et des fournitures aux membres vulnérables de leurs communautés, tant dans leur pays de destination que dans leur pays d'origine.²⁵



Recommandations politiques du COVID-19

Les mesures nécessaires pour contenir la propagation du COVID-19 peuvent avoir des retombées négatives sur la libre circulation et les moyens de subsistance de nombreuses personnes en Afrique de l'Ouest. Cependant, les migrants restent des acteurs essentiels dans la lutte et la relance de leurs pays d'origine et de leurs communautés à l'étranger, raison pour laquelle les difficultés et les possibilités de mobilité dans la région doivent faire l'objet de politiques réactives et inclusives.

Les gouvernements et les agences internationales doivent pleinement intégrer les migrants et les questions liées aux migrations dans les plans de réponse et de relance post-COVID-19, notamment en incluant les migrants dans les politiques ou programmes nationaux de distribution d'urgence financière.

Soutenir et équiper les États-nations et les territoires locaux en vue de renforcer leur capacité, notamment financière, à fournir des services sanitaires, sociaux et financiers à leurs citoyens et aux migrants.

Accorder des protections aux migrants, quel que soit leur statut, comme priorité de santé publique et de droits humains. Créer des politiques sociales et sanitaires inclusives touchant également les migrants, surtout dans l'économie informelle.

Veiller à ce que des prestations à court terme soient accessibles à tous les travailleurs migrants (soins de santé par exemple) pendant et après la crise du COVID-19.

Accroissement des voies de migration légale, notamment via la coopération bilatérale et multilatérale et le financement du rapatriement et de la réintégration des migrants bloqués hors de leur pays d'origine.

Lancer une initiative pour analyser l'impact de la COVID-19 et explorer des stratégies pour l'adaptation des recommandations du programme MADE Afrique de l'Ouest.

Financement et soutien pour une utilisation plus efficace des approches multipartites dans la formulation et la mise en œuvre des politiques nationales et locales, au-delà des consultations habituelles des parties prenantes.

Approche multipartite

Au cours des trois années du programme MADE Afrique de l'Ouest, les partenaires ont développé une approche multi-acteurs et multi-gouvernance afin de maximiser l'apport de la mobilité humaine au développement de l'espace CEDEAO.

Dans la situation actuelle du COVID-19, il est particulièrement important que différents acteurs coopèrent, apportent leur contribution et partagent informations selon l'évolution des conditions, des protocoles, des besoins et des risques. L'apport des communautés et organisations locales a du reste été déterminant dans la lutte contre la COVID-19. Le fonctionnement normal des structures ayant été perturbé par la pandémie, des nouvelles façons de répondre aux besoins ont été élaborées avec des acteurs généralement non impliqués (par exemple, des organisations de base), ce qui illustre l'importance d'une approche multipartite.

Pourquoi une approche multipartite ?

La nécessité d'inclure une variété d'acteurs, chacun avec ses propres activités et échéanciers, est reconnue depuis longtemps, en particulier lorsque les États et les autorités publiques ont une capacité administrative limitée, soit dans des secteurs spécifiques (politique économique et monétaire, sécurité...), soit dans des régions éloignées. Il est surtout essentiel de disposer d'approches structurées et stratégiques, des plateformes de migration et de développement, avec un dialogue à plusieurs niveaux et multipartite, combinant à la fois une portée horizontale (entre ministères) et verticale (du niveau local au niveau régional). Cela met en évidence les besoins croissants d'échange d'informations et de coordination pour des interventions complémentaires entre pays et dans la région Afrique de l'Ouest. Ensuite, cela offre un espace neutre pour la collaboration entre des acteurs aux échéanciers et aux contextes éloignés afin de combler les lacunes, d'améliorer la compréhension des questions sociales et de trouver de nouvelles solutions à des problèmes complexes. Enfin, de tels cadres outillent les intervenants afin de participer effectivement aux décisions collectives, ce qui peut donner de meilleurs résultats à l'heure de déterminer les politiques et de les mettre en pratique.

Quels intervenants ?

Le choix des acteurs associés au processus n'est pas neutre. Toutefois, il est essentiel d'élargir le champ d'action à des acteurs qui ne sont généralement pas impliqués



(organisations de base, personnes ayant un passé migrant, maires) afin de diversifier les perspectives. Par exemple, le secteur privé et ses représentants nationaux, les syndicats ou leurs antennes sont désormais reconnus comme des acteurs centraux dans le domaine du développement en raison de leurs capacités d'investissement, leur flexibilité financière et la création d'emplois. De la même manière, les médias peuvent apporter une contribution active, d'autant plus que les dynamiques migratoires sont souvent mal interprétées et que les idées préconçues doivent être clarifiées.

Quel format ?

Impliquer réellement ces parties prenantes exige de créer un espace neutre, structuré et transparent, avec un financement et un personnel dédiés. Les consultations « publiques » ponctuelles, du type que les institutions nationales souvent organisent, ne permettent pas de créer la dynamique de partenariat nécessaire pour produire des résultats concrets. La quête d'alliés au sein d'entités tant publiques que privées est déterminante pour susciter la confiance et l'engagement. La rotation des présidences et des responsabilités, ainsi que des lieux de rassemblement, favorise la collaboration et l'appropriation par toutes et tous.

Quelles actions ?

Les intervenants sont plus disposés à se joindre aux efforts collaboratifs lorsque des actions et des échéanciers concrets sont inclus dans le processus. La plupart des pays dispose de cadres législatifs et de plans d'action adéquats, mais manque de capacité opérationnelle en vue de leur mise en œuvre. Le mouvement perpétuel entre stratégies globales et activités de terrain contribue à l'appropriation de l'approche par des intervenants dont le temps et les ressources sont précieux.

RECOMMANDATIONS

- Fournir une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités de mise en place d'approches multipartites dans la cadre des initiatives de développement. Cela inclut la création de plateformes multipartites équitables, accessibles et virtuelles, notamment sous la forme de groupes WhatsApp.
- Établir une collaboration entre des acteurs aux échéanciers et aux historiques différents pour appréhender pleinement les questions sociales et les solutions intégrales à des problèmes complexes.
- Décentraliser les interventions en soutenant les approches locales et de base (par ex. réseaux de maires, financement d'amorçage).
- Renforcer et développer les relations avec les organisations locales et de base qui sont intervenues lors de la crise du COVID-19.
- Les partenaires financiers et techniques, y compris l'UE, doivent soutenir les programmes qui comprennent des composantes multipartites et plaider pour :
 - une plus grande coopération entre les différents niveaux de gouvernance et
 - pour l'inclusion de la société civile, y compris les diasporas, dans les processus politiques.
- Utiliser des approches ascendantes pour la prise de décisions, en donnant la priorité à la contribution des personnes les plus proches du problème.



Maximiser le potentiel de développement de la région AO

La fermeture des frontières par des nombreux États d'Afrique de l'Ouest, nécessaire afin de contenir la propagation du virus, a arrêté la migration transfrontalière dans la région, entraînant une perte de moyens de subsistance pour beaucoup d'individus, y compris les migrants.²⁶ La CEDEAO a recommandé des stratégies de réouverture progressive susceptibles de revitaliser la région et de donner la priorité au transport des produits de santé et de sécurité vers les endroits qui en ont le plus besoin.²⁷

L'importance des migrations pour le développement de l'Afrique de l'Ouest est démontrée par les flux de transferts de fonds dans la région. Les transferts de fonds des migrants sont devenus une source importante et très stable de financement extérieur pour l'économie et de nombreux ménages ruraux et urbains en Afrique de l'Ouest. Des études indiquent que le développement du Burkina Faso dépend largement de l'émigration vers les pays voisins et qu'environ la moitié des transferts de fonds en provenance de la Côte d'Ivoire ont servi à améliorer considérablement les conditions de vie des ménages.²⁸

En outre, la protection des travailleurs migrants a des effets positifs sur le développement, car les migrants traités et rémunérés de manière équitable sont capables d'apporter une contribution à leur famille, à la communauté de leur pays d'origine et à leurs communautés à l'étranger. Cependant, le simple fait de considérer les travailleurs migrants comme une solution de développement est un facteur qui pourrait amener à leur potentiels mauvais traitements et exploitation.²⁹ Il est par conséquent impératif que les droits de tous les travailleurs migrants en Afrique de l'Ouest et en provenance de la région soient défendus comme il se doit, en plus de faciliter leur potentiel économique et leur utilité pour le développement.



L'Union africaine a conçu un certain nombre de politiques et de programmes afin de soutenir la mise en œuvre effective des politiques migratoires intra-régionales sur le continent africain,³⁰ à l'instar de la CEDEAO au niveau régional.³¹ Compte tenu du potentiel des migrations pour le développement socio-économique, leur gestion a été incluse dans l'Agenda 2030 du développement durable et les ODD.

Diverses initiatives au niveau sous-régional sont possibles grâce à la coopération avec des acteurs tels que l'UE, les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et les organisations de la société civile. Elles sont mises en œuvre dans des cadres tels que la nouvelle stratégie de l'UE pour l'Afrique (2020), le plan d'action UE-Afrique de La Valette (2015), le processus de Rabat, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (2015), le Cadre de politique migratoire pour l'Afrique et le Plan d'action de 12 ans (2017), le Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation (2018), la ZLECA (2018) et le Marché unique africain du transport aérien (2018).

RECOMMANDATIONS

- Intégrer les protocoles de libre circulation aux programmes nationaux de développement pour une mise en œuvre efficace.
- Élaborer des politiques nationales de migration pour la gouvernance des migrations.
- Promouvoir la bonne gouvernance et la protection des droits des travailleurs migrants d'Afrique de l'Ouest en tant que question de droits humain par-delà son potentiel de développement.
- Créer des programmes et des projets pour tirer parti de l'AfCFTA afin de stimuler le développement économique de la sous-région.
- Créer des fonds spécifiques à la diaspora ouest-africaine pour soutenir les efforts de développement ciblés sur des projets spécifiques.
- Exploiter les compétences de la diaspora pour lutter contre la COVID-19 (médecins, infirmières, personnes dotées d'expérience en matière de recherche...).
- Stimuler le commerce intra-régional en tirant parti de la production et de la circulation des produits essentiels pour la réponse à la COVID-19.
- Former les agents frontaliers (par exemple, recherche des contacts) et les doter de ressources (EPI, outils de dépistage...) appropriées, afin de permettre l'ouverture des frontières en toute sécurité.
- Lutter contre la xénophobie en combattant les stéréotypes sur les migrants (accusés par exemple de propager le virus).
- Publier et partager des campagnes d'information dans les principales langues parlées par les communautés et les migrants.



Données, recherche et mise en commun des données



Malgré la forte mobilité des populations en Afrique de l'Ouest, les migrations sont largement irrégulières. Cela rend difficile la fourniture de données précises et la compréhension des flux migratoires pour le développement et la sécurité des migrants. La question est d'une importance centrale au temps de la COVID-19, car les lacunes en termes de données, d'enregistrement et de documents empêchent de savoir clairement combien il y a de migrants et où ils se trouvent (parfois dans des régions éloignées dans des conditions d'exploitation). Impossible alors de répondre de manière adéquate aux migrants ayant besoin d'informations, de protection et de services supplémentaires en raison de la crise sanitaire.

Des données fiables sur le développement, les diasporas, les migrants, les migrations et les transferts de fonds sont indispensables pour évaluer les tendances actuelles et futures, identifier les priorités politiques et prendre des décisions éclairées. On connaît très peu sur les réseaux de trafic, qui opèrent souvent dans la clandestinité et évoluent au fil du temps et en fonction des obstacles. En fait, de nombreux réseaux de trafic et d'exploitation prospèrent faute de compréhension générale et organisée des tendances migratoires en constante évolution.³² Avec des conceptions non-représentatives, dépassées ou même inexactes de ces tendances, les interventions peuvent être mal orientées et limitées.

Pourtant, les données et les connaissances sur l'ampleur et les caractéristiques des migrations restent limitées en Afrique de l'Ouest. Les recensements menés par les bureaux de statistiques de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'autres institutions universitaires et de recherche ne contiennent souvent pas de données adéquates sur les flux internationaux et migratoires, les profils des migrants, la migration de main-d'œuvre formelle et informelle, les stratégies de recrutement, les transferts de fonds, la migration irrégulière et les déplacements. Par exemple, concepts et définitions ne sont pas harmonisés entre États membres et les données ne sont souvent pas correctement ventilées par variables clés (par exemple sexe, âge, niveau d'éducation, besoins du marché du travail, professions et compétences, conditions de travail et salaires, protection sociale des migrants). Cela rend la comparabilité des données souvent problématique.

Face à ce problème, la Commission de la CEDEAO a adopté une approche holistique transnationale et met en place un mécanisme régional de partage des données sur les migrations et les migrations irrégulières et sur la gestion des frontières. La CEDEAO encourage également la coordination de l'harmonisation et de la qualité des données sur le plan de la collecte, de la comparabilité, du partage et de la diffusion des données dans la région à travers un système régional d'information sur les migrations, ceci afin d'asseoir les politiques sur une base factuelle.³³

Soulignons que les données doivent non seulement être disponibles et comparables, mais aussi pouvoir être disséminées, traduites et adaptées à la compréhension du grand public et des intervenants, d'autant que la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont, ou sont en train de développer, des politiques migratoires intégrées et des profils migratoires, qui comprennent des éléments de gestion des données migratoires.³⁴

RECOMMANDATIONS

- Développer un système régional d'information sur les migrations, afin d'asseoir les politiques sur des bases factuelles.
- Développer des données fiables, comparables et actuelles sur la migration ainsi que des mécanismes de partage de données entre les États de la CEDEAO pour une mise en œuvre réussie du protocole de la CEDEAO.
- Harmoniser les concepts et les définitions entre États membres pour assurer la comparabilité des données entre eux.
- Faciliter la création d'un lieu centralisé pour la collecte de données sur les migrations et les transferts de fonds, en soutien des programmes de développement nationaux et locaux.
- Améliorer les données sur les transferts de fonds des migrants intra-régionaux en Afrique de l'Ouest aux fins de la planification, et pour prouver la contribution positive des migrations intra-régionales au bien-être des ménages et à l'économie régionale.
- Revoir les processus de transfert de fonds existants pour de meilleurs cadres de collecte de données, facilitant une analyse approfondie afin de bien appréhender le marché (flux, couloirs, canaux et opérateurs). Rechercher l'impact de la COVID-19 sur le marché.
- Promouvoir la recherche et la collecte de données sur les groupes et réseaux de migrants sous-représentés, tels que les réseaux de trafic qui opèrent souvent de manière fluide et souterraine.
- Veiller à ce que les données soient accessibles à l'ensemble des intervenants et au grand public, et traduites et simplifiées si nécessaire.



Genre et jeunesse

Le sexe et l'âge co-déterminent la décision d'émigrer (perspectives, travail...), le vécu des migrants et leur coexistence avec les communautés à l'étranger et dans les pays d'origine. Une perspective de genre et d'âge est importante pour que les interventions ne nuisent pas aux personnes qu'elles visent à aider. Cela peut être fait en évitant des nouveaux traumatismes et en empêchant l'augmentation des vulnérabilités et / ou la perpétuation des inégalités.

La COVID-19 aggrave les risques pour les femmes et les enfants migrants.³⁵ Ainsi, la montée de la violence et des mauvais traitements à leur rencontre depuis le début de la pandémie suscite les inquiétudes, en particulier sur le lieu de travail et de résidence, les restrictions de mouvement pouvant alors entraver la recherche d'assistance.³⁶ Les femmes migrantes sont très exposées à la violence de genre dans les domaines du déplacement forcé, du travail et de l'emploi, du franchissement des frontières, du retour et de la réintégration. En outre, la discrimination sexuelle, l'inégalité des possibilités et des conditions de travail et les traumatismes peuvent accroître la probabilité que les femmes et les filles rencontrent des obstacles à l'intégration et aux contributions liées à la diaspora.

La migration dans la région s'est féminisée, les femmes constituant 46,7 % des migrants en Afrique de l'Ouest en 2017.³⁷ Le commerce et le secteur alimentaire sont dominés par les femmes, de sorte que les restrictions sur le marché découlant du COVID-19 et de la fermeture des frontières risquent d'avoir un impact disproportionné sur les femmes.³⁸ En outre, le travail dans les soins de santé, autre domaine où les migrantes sont fortement représentées, leur fait courir un risque accru de contracter le coronavirus.³⁹

Les enfants non accompagnés coincés à l'étranger sont de plus en plus exposés au risque d'exploitation et ont besoin de protection tant qu'ils ne peuvent retourner en lieu sûr. La population de la région étant parmi les plus jeunes du monde, les acteurs de la migration et du développement doivent assurer une protection adéquate des enfants à travers des services adaptés à leur âge et en ajustant leurs activités aux jeunes. C'est particulièrement vrai pour les enfants à l'aube de l'âge adulte.



Toutefois, il est essentiel que les interventions ne portent pas uniquement sur les besoins des femmes et des jeunes et les risques qu'ils courent, car ils sont de précieuses sources d'expertise et de potentiel. Les recherches de Future of Ghana (FOG) ont montré que les femmes âgées de 18 à 34 ans étaient les plus impliquées parmi les migrants de la deuxième génération et les plus susceptibles de s'investir financièrement et socialement.⁴⁰ Or, les femmes et les jeunes n'ont pas forcément le même accès institutionnel ou les mêmes perspectives que les autres migrants. L'absence de programmes ou d'opportunités pour ces populations freine la croissance et le potentiel.

Quelques modèles ont été développés, testés et reproduits durant la décennie écoulée en vue d'aborder la diaspora de deuxième génération, comme la campagne Africa Gives d'AFFORD et les projets SEEDA⁴¹ et la campagne WAM de FOG.⁴² Étant donné que les principaux émetteurs de transferts de fonds sont des Africains de la première génération, la question demeure : comment le vide en matière de transferts de fonds sera-t-il comblé dans 5 à 7 ans, lorsque la majorité des membres de la première génération prendront leur retraite ou retourneront dans leur pays d'origine en Afrique subsaharienne ? Les générations suivantes doivent être alors comprises et avoir accès à des parcours structurés qui leur permettent de s'engager. En effet, ils ont la tendance à être plus instruites que les générations précédentes et à plus disposer de revenus excédentaires, mais en ayant moins de liens avec son pays d'origine, même s'ils connaissent son héritage et est disposée à transférer des fonds.

RECOMMANDATIONS

- Développer des perspectives tenant compte du genre et de l'âge sur la migration pour que les opportunités ou les interventions n'augmentent pas les vulnérabilités et/ou ne perpétuent pas les inégalités de genre.
- Développer et mettre en œuvre une formation sur la protection des femmes et des enfants pour les acteurs qui ont le plus de contacts avec ces publics.
- Développer des centres pour migrantes qui fournissent des informations et des services de soutien spécifiques aux femmes et aux filles, quel que soit leur statut légal.
- Améliorer l'accès à la santé, à l'éducation, aux institutions financières, à la garde d'enfants, à la protection sociale, au soutien psychosocial et à d'autres services pour toutes les migrantes.
- Faire participer les femmes et les jeunes, y compris les migrants de la deuxième génération, sources d'expertise précieuses dans les interventions prévues.
- Élargir l'accès et les opportunités pour les migrantes et les jeunes migrants de la diaspora en tant qu'agents de développement et expéditeurs de fonds.
- Veiller à ce qu'un financement spécifique UE/non UE soit disponible et que les gouvernements élaborent des politiques pour des initiatives créant des parcours structurés ou fournissant des plateformes numériques pour les femmes et la deuxième génération de la diaspora, afin de se connecter et de s'engager dans le développement en Afrique subsaharienne.
- Mettre à disposition des organisations de la diaspora un financement spécifique afin de poursuivre les recherches sur d'autres diasporas africaines de deuxième génération et de recueillir des données sur les tendances, les défis et les possibilités de contribuer au développement socio-économique.



Remerciements

Cette feuille de route est une production du projet MADE Afrique de l'Ouest, financé par l'Union européenne. Les partenaires de MADE Afrique de l'Ouest adressent leurs remerciements aux personnes, aux organisations et aux gouvernements ayant pris part au projet de 2017 à 2020. Nous sommes également redevables à notre personnel, nos consultants et nos organisations partenaires pour leur apport aussi divers que précieux. Nous remercions tout particulièrement Paolo Leotti pour sa contribution à ce document. Nous remercions enfin l'Union européenne pour sa bonne collaboration.

Rédigé par le partenariat MADE AO, sous la direction d'ICMC Europe par Petra Hueck, Abigail Maristela, Mariama Awumbila, Richard Leigh, Benoit Mayaux et Arnold Sarfo-Kantanka.



Contacter



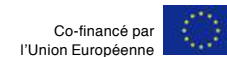
Rue Washington 40,
1050 Brussels, Belgium



+32 2 227 97 29



europe@icmc.net
<https://madenetwork.org/md-west-africa>



Bibliographie

- 1 United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2018. International Migration Report 2017. United Nations: Geneva ; Awumbila, M., Benneh, Y., Teye, J.K. et Atiim, G. (2014). Traverser des frontières artificielles : Une évaluation des migrations professionnelles dans la région CEDEAO. Brussels: ACP Observatoire Acp Sur Les Migrations. Disponible sur https://publications.iom.int/system/files/pdf/ecowas_region_fr.pdf
- 2 Awumbila, M., Benneh, Y., Teye, J.K. et Atiim, G. (2014). Traverser des frontières artificielles : Une évaluation des migrations professionnelles dans la région CEDEAO. Brussels: ACP Observatoire Acp Sur Les Migrations. Disponible sur https://publications.iom.int/system/files/pdf/ecowas_region_fr.pdf
- 3 Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (2018). Le Développement Économique en Afrique Rapport 2018. Economic Development in Africa Report 2018: Migration For Structural Transformation. Chapitre 5 Les migrations et la transformation structurelle : les perspectives de long terme. Disponible sur https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2018_fr.pdf
- 4 Banque mondiale (2020). Selon la Banque mondiale, les remises migratoires devraient connaître un repli sans précédent dans l'histoire récente. Disponible sur <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>
- 5 IOM (2020). État de la Migration dans le Monde 2020. Disponible sur https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf
- 6 Awumbila, M., Benneh, Y., Teye, J.K. et Atiim, G. (2014). Traverser des frontières artificielles : Une évaluation des migrations professionnelles dans la région CEDEAO. Brussels: ACP Observatoire Acp Sur Les Migrations. Disponible sur https://publications.iom.int/system/files/pdf/ecowas_region_fr.pdf
- 7 Allen, T., Heinrigs, P., & Heo, I. (2018). Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest. OECD Publishing. Disponible sur https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agriculture-alimentation-et-emploi-en-afrique-de-l-ouest_56d463a9-fr ; World Bank. (2020). La pandémie de Covid-19 (coronavirus) entraîne l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans. Disponible sur <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/09/covid-19-coronavirus-drives-sub-saharan-africa-toward-first-recession-in-25-years>
- 8 OIT (2020). Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique et les mesures prises pour y faire face. Disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_746387.pdf
- 9 IOM (2020) – Ghana: We together: Street Art for Safe Migration and Solidarity during the COVID-19 pandemic. IOM Ghana ReliefWeb ; IOM (2020). West And Central Africa – COVID-19 – Impact On Mobility Report (April 2020). Disponible sur <https://displacement.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-covid-19-%E2%80%94-impact-mobility-report-april-2020?close=true>
- 10 IOM, MMC, and IMREF (2020). West And Central Africa – COVID-19 – Evidence And Trends On Migrant Flows Along The Central Mediterranean Route: Impact Of Covid-19 On Mobility. Disponible sur <https://migration.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-covid-19-%E2%80%94-evidence-and-trends-migrant-flows-along-central> ; Mixed Migration Centre (2020). Impact of COVID-19 on refugees and migrants in West Africa. Disponible sur http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/05/101_covid_snapshot_WA.pdf

- 11** OIT (2020). Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19 : Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants. Disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf
- 12** OCDE (2020). Lorsqu'un virus mondial rencontre des réalités locales : Coronavirus (COVID-19) en Afrique de l'Ouest. Disponible sur <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/lorsqu-un-virus-mondial-rencontre-des-realites-locales-coronavirus-covid-19-en-afrique-de-l-ouest-16f49237/>
- 13** ODI (2020). Mayors Dialogue on growth and solidarity: reimagining human mobility in Africa and Europe. Disponible sur <https://www.odi.org/projects/16889-mayors-dialogue-on-growth-and-solidarity-reimagining-human-mobility-in-africa-and-europe>
- 14** Foresti, M (2020). Less gratitude, please. How COVID-19 reveals the need for migration reform. Brookings, disponible sur <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/05/22/less-gratitude-please-how-covid-19-reveals-the-need-for-migration-reform/> ; European Commission (2020). Immigrant Key Workers: Their Contribution to Europe's COVID-19 Response. Disponible sur https://ec.europa.eu/knowledge4policy/sites/know4pol/files/key_workers_covid_0423.pdf
- 15** OIT (2020). Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19 : Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants. Disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf
- 16** Migration Policy Institute (2020). Webinar - Migrants in Africa & COVID-19: From Emergency Measures to Inclusive Social Protection Systems. Disponible sur <https://www.migrationpolicy.org/events/migrants-africa-covid-19-emergency-social-protection-systems>
- 17** OIT (2020). Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19 : Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants. Disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf
- 18** Guinée News (2020). Fermeture des frontières : les Guinéens bloqués au Maroc se sentent abandonnés par l'Etat. Disponible sur <https://www.guineenews.org/fermeture-des-frontieres-les-guineens-bloques-au-maroc-se-sentent-abandonnes-par-letat/>
- 19** IOM, MMC, and IMREF (2020). West And Central Africa – COVID-19 – Evidence And Trends On Migrant Flows Along The Central Mediterranean Route: Impact Of Covid-19 On Mobility. Disponible sur <https://migration.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-covid-19-%E2%80%94-evidence-and-trends-migrant-flows-along-central> ; UNODC (2020). How COVID-19 restrictions and the economic consequences are likely to impact migrant smuggling and cross-border trafficking in persons to Europe and North America. Disponible sur <https://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2020/May/covid-19-measures-likely-to-lead-to-an-increase-in-migrant-smuggling-and-human-trafficking-in-longer-term--unodc-report-finds.html>
- 20** UNODC (2020). How COVID-19 restrictions and the economic consequences are likely to impact migrant smuggling and cross-border trafficking in persons to Europe and North America. Disponible sur <https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/covid/Covid-related-impact-on-SoM-TiP-web3.pdf>
- 21** OIT (2020). Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19 : Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants. Disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf
- 22** Ibid.

- 23** Adhikari, S (2020). COVID-19 et baisse des envois de fonds nationaux en Afrique : quelles conséquences pour les ménages pauvres ? Banque mondiale, Disponible sur <https://blogs.worldbank.org/fr/africacan/covid-19-et-baisse-des-envois-de-fonds-nationaux-en-afrique> ; Bisong, A., Eunice Ahairwe, P. and Njoroge, E (2020). The impact of COVID-19 on remittances for development in Africa. Disponible sur <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/Impact-COVID-19-remittances-development-Africa-ECDPM-discussion-paper-269-May-2020.pdf> ; Mulu Tessema, Y and Kojo Osei, J (2020). How Badly Will the Coronavirus Impact Africa's Economies? Disponible sur <https://www.brinknews.com/coronavirus-impact-africa-economy-recession-pandemic-gdp-tourism/>
- 24** Banque mondiale (2020). Selon la Banque mondiale, les remises migratoires devraient connaître un repli sans précédent dans l'histoire récente. Disponible sur <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history> ; Paul, E (2020). COVID-19 could reduce remittance costs to Sub-Saharan Africa. Disponible sur <https://techpoint.africa/2020/04/30/remittance-costs-sub-saharan-africa/>
- 25** EPHA (2020). Joint Statement: Without rights for agri-food workers, Europe's food supplies rest on shaky grounds. Disponible sur <https://epha.org/wp-content/uploads/2020/04/joint-statement-farm-workers--16april2020.pdf> ; Economic Times (2020). Leading Indian diaspora body in US to support vulnerable groups in America and vIndia. Disponible sur <https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/leading-indian-diaspora-body-in-us-to-support-vulnerable-groups-in-america-and-india/articleshow/75097596.cms>
- 26** African Union. (2020). Statement of the African Union (AU) Labour Migration Advisory Committee (LMAC) on the novel Coronavirus Disease COVID-19 and the condition of African Migrant Workers. Disponible sur <https://au.int/en/pressreleases/20200414/statement-lmac-condition-african-migrant-workers-covid-19>
- 27** The Guardian (2020). COVID-19: ECOWAS recommends gradual re-opening of regional borders. Disponible sur <https://guardian.ng/news/covid-19-ecowas-recommends-gradual-re-opening-of-regional-borders/>
- 28** Lachaud, J. (1999) Envoi de Fonds, Inegalite et Pauvreta au Burkina Faso, Documents de Travail 40, Centre d'Economie du Developpement de l'Universite Montesquieu Bordeaux IV.
- 29** Diop, B and D'Aloisio, J (n.d.). Special Report: Migration and Gender in the African Context. Disponible sur <http://web.mnstate.edu/robertsb/308/Gender%2and%20Migration%20in%20the%20African%20Context.pdf>
- 30** Y compris l'Union africaine (UA) Cadre de politiques migratoires (2006; modifié 2017), Agenda 2063 de l'Afrique et la Déclaration de l'UA sur les migrations (2015).
- 31** Y compris le Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes A/P.1/5/79, adopté en 1979, qui énonce le droit des citoyens de la Communauté d'entrer, de résider et de s'établir sur les territoires des États membres et l'Approche commune de la CEDEAO sur les migrations de 2008.
- 32** Global Initiative Against Transnational Organised Crime (2019). The Human Conveyor Belt Broken: Assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel. Disponible sur <https://globalinitiative.net/the-human-conveyor-belt-broken-2/>
- 33** IOM and GMDAC (2016). Guidelines For The Harmonization Of Migration Data Management in the ECOWAS Region, IOM, Abuja, Nigeria
- 34** Awumbila, M., Benneh, Y., Teye, J.K. et Atiim, G. (2014). Traverser des frontières artificielles : Une évaluation des migrations professionnelles dans la région CEDEAO. Brussels: ACP Observatoire Acp Sur Les Migrations. Disponible sur https://publications.iom.int/system/files/pdf/ecowas_region_fr.pdf

- 35** IOM (2020). The additional risks of COVID-19 for migrant women, and how to address them. Disponible sur <https://rosanjose.iom.int/site/en/blog/additional-risks-covid-19-migrant-women-and-how-address-them-0> ; You, D., Lindt, N., Allen, R., Hansen, C., Beise, J., and Blume S. (2020). Migrant and displaced children in the age of COVID-19: How the pandemic is impacting them and what can we do to help. UNICEF, disponible sur <https://www.unicef.org/media/68761/file>
- 36** Human Rights Watch (2020). Domestic Workers in Middle East Risk Abuse Amid COVID-19 Crisis. Disponible sur <https://www.hrw.org/news/2020/04/06/domestic-workers-middle-east-risk-abuse-amid-covid-19-crisis>
- 37** Bisong, A (2019). Assessing Gender Inclusion in the Migration Policies of ECOWAS Disponible sur https://media.africaportal.org/documents/Bisong__Assessing_gender_inclusion_in_the_migration_policies_of_ECOWAS_.pdf ; UN DESA (2017). International Migration Report. Disponible sur https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationReport2017_Highlights.pdf
- 38** Allen, T., Heinrigs, P., & Heo, I. (2018). Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest. OECD Publishing. Disponible sur https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agriculture-alimentation-et-emploi-en-afrique-de-l-ouest_56d463a9-fr
- 39** OIT (2020). Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19 : Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants. Disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf
- 40** Future of Ghana (2018). Second Generation British-Ghanaians and 'Home': Identity, Engagement, and Remittances. Disponible sur <https://futureofghana.com/fogreport/>
- 41** AFFORD (2019). Investing in Africa's Future: Supporting Entrepreneurs & Enterprise Development in Africa. Disponible sur https://afford-uk.org/wp-content/uploads/2019/07/SEEDA-programme_Final-002.pdf
- 42** Sarfo-Kantanka, A (2014). The Future of Ghana's Youth: Engaging Ghanaian Diaspora Youth with Ghana's Development <https://secureservercdn.net/166.62.115.254/3c2.19b.myftpupload.com/wp-content/uploads/2019/07/WAM-Campaign-Policy-Brief.pdf>